



Slovensko predsedstvo EU 2008
Slovenian Presidency of the EU 2008
La Présidence slovène de l'UE 2008

PROGRAMME DE LA PRÉSIDENTENCE SLOVÈNE

Si.nergie pour l'Europe

janvier - juin 2008

2007: Anniversaire et accord sur un nouveau traité

Le 50^{ème} anniversaire de la signature des Traités de Rome a été **fêté** par les 27 pays membres de l'Union européenne ensemble. Près d'un demi milliard de citoyens, *ayant la chance d'être unis. Aujourd'hui, nous vivons unis, comme jamais nous n'avons pu le faire par le passé (Déclaration de Berlin).*

Une partie du succès du grand projet européen repose dans la capacité de pouvoir réfléchir sur ce qui a été acquis et sur ce qui doit l'être. Cette réflexion se développe progressivement, elle est incorporée dans le processus même du fonctionnement de l'Union. Cependant, de temps en temps les désaccords s'appesantissent et il faut reprendre l'haleine plus vigoureusement. La non ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe constitue le dernier désaccord de ce genre, désaccord qui s'est terminé par un accord sur le Traité modificatif de l'UE, conclu sous la Présidence allemande, et par la signature de ce traité à Lisbonne en décembre 2007.

De cette période qui vient de s'écouler, deux éléments méritent d'être gardés en mémoire :

(1) Le processus d'intégration européenne a atteint un degré qui garantit les **acquis essentiels du développement réalisé à cette heure**. Le développement du marché intérieur et des autres politiques de l'UE n'a pas été perturbé même si la réflexion les concernant a nécessité l'énergie de tous: institutions européennes, États membres et citoyens de l'Europe. La ténacité et le dynamisme intérieur constituent la garantie de stabilité de l'UE.

(2) Toutefois, il serait insuffisant de ne s'appuyer que sur ces deux derniers éléments. Bien qu'ils permettent à l'intégration européenne d'avancer, ils ne lui

offrent pas d'orientations relatives aux coordonnées stratégiques telles que **l'approfondissement, l'élargissement et la compétitivité vers l'extérieur**. Sans doute, cela nécessite-t-il une prise des décisions stratégiques. La hardiesse que les pères fondateurs de l'Europe avaient intégrée aux fondements du projet commun s'avère être nécessaire à chaque fois. Et ce type de décisions est nécessaire à chaque étape. En 2007, elles ont abouti à la **conclusion du cinquième élargissement** de l'UE et **au premier élargissement de la zone euro** et finalement, à **l'élargissement de l'espace Schengen**.

2008: Nouveau fondement, nouveaux défis

Sans cette hardiesse stratégique, la Slovaquie ne serait pas aujourd'hui en mesure de présider le Conseil de l'UE. La première présidence assumée par un nouvel État membre peut être perçue comme une confirmation du bien-fondé historique de l'élargissement de l'Union européenne et comme une victoire sur la division contre nature du continent. Elle confirme également que les nations démocratiques de l'Europe occidentale, comme celles des pays sortis du communisme totalitaire de l'Europe centrale et orientale, ont su, de manière courageuse et en temps opportun, profiter du moment historique de la fin de la guerre froide.

Aujourd'hui, la nécessité de reconnaître les principaux défis stratégiques et d'y apporter des réponses efficaces est d'une importance essentielle pour l'Union européenne. **À cet égard, la période de réflexion et l'année 2007 n'ont pas été vaines**. Au contraire, pendant ce temps, l'Union européenne a réussi à ouvrir des consultations fondamentales qui vont déterminer son avenir. Le débat sur les changements climatiques, qui est étroitement lié à la question du futur énergétique de l'UE, a été placé dans un cadre ambitieux. Le besoin pour l'UE de co-développer activement le processus de mondialisation au lieu, simplement, de s'y conformer, se fait de plus en plus sentir.

En outre, ces débats ont déjà été pris en compte lors de la rédaction du Traité de Lisbonne, lequel est le premier traité à avoir été signé par tous les 27 États membres de l'Union européenne. Il est de notre responsabilité commune de mener à son terme ce processus et de le mettre en oeuvre. La Slovaquie ne laisse pas de doutes dans ce domaine: **(1) Le succès du processus de ratification du Traité de Lisbonne est la priorité de notre présidence**. En coopération avec les 26 autres États membres et, notamment, avec le pays qui suivra notre

présidence, la France, nous sommes décidés à mettre définitivement en place ce nouveau fondement commun avant les élections du Parlement européen de 2009. Il s'agit d'un fondement commun destiné à faire face aux défis en suspens. La Slovénie consacrera également son attention à quatre autres défis:

(2) Le paquet énergétique et climatique

La Présidence slovène est persuadée qu'il s'agit d'un domaine qui mérite toute la détermination des 27 pays membres. L'enjeu est considérable: la **qualité de vie européenne, incontestablement lié à un approvisionnement sûr et durable en énergie**, une occasion exceptionnelle de '**révolution verte**' dans le domaine de la croissance et de l'emploi ainsi que **le rôle de l'UE en tant qu'acteur global**.

(3) La Stratégie de Lisbonne

Lors du passage du premier au deuxième cycle, la stratégie a donné de bons résultats qui sont de bon augure, étant donné que les attentes de nos citoyens sont très grandes, notamment dans les domaines de la croissance et de l'emploi. Toutefois, il est nécessaire que l'adoption en temps opportuns des **lignes directrices intégrées** permette aux États membres de continuer à les mettre en pratique.

(4) L'élargissement et la politique européenne de voisinage

L'élargissement s'est avéré être l'une des politiques de l'UE les plus réussies. Pendant la Présidence slovène, les négociations d'adhésion à l'UE continueront avec la Croatie et la Turquie, conformément aux progrès accomplis par chaque pays en ce qui concerne les critères d'adhésion établis.

La Présidence slovène, en coopération avec les autres pays de la région, s'efforcera de renforcer la perspective européenne des pays des **Balkans occidentaux**. Cinq ans après la Présidence grecque, il est temps de rafraîchir l'Agenda de Thessalonique et de finaliser le réseau des accords de stabilisation et d'association. Notre objectif est de tracer la route qui permettra une mise en place accélérée des normes européennes en Macédoine, au Monténégro, en Serbie, en Bosnie et Herzégovine et en Albanie.

Une attention spéciale sera consacrée à **Kosovo**. Les attentes liées au rôle clé de l'Union européenne sont bien justifiées. La Présidence slovène encouragera

activement la recherche d'une solution qui, parallèlement à un haut degré d'unité de l'UE, pourra assurer une stabilisation à long terme de la région des Balkans occidentaux.

En accord avec le principe de différenciation et une approche individuelle, la présidence renforcera la coopération avec les pays du voisinage à l'Est et au Sud de l'Europe. Une attention toute particulière sera donnée à la coopération économique et à l'approfondissement des contacts interpersonnels entre l'UE et ses voisins.

(5) Le dialogue interculturel

2008 est **l'Année européenne du dialogue interculturel**. Plus qu'un évènement à titre individuel, la Présidence slovène perçoit cette année comme le prétexte à une coopération à plus long terme. Il s'agit d'une catégorie stratégique de cohabitation dans la diversité. Le dépassement des stéréotypes et des préjugés a une importance capitale dans une multitude de domaines tels que l'immigration, la lutte contre la criminalité et la lutte contre le terrorisme.

La Présidence slovène bouclera le premier trio ainsi que le 1^{er} programme de travail de 18 mois. La coopération avec ses partenaires allemands et portugais est une expérience positive unique pour la Présidence slovène. Parallèlement, et afin d'assurer une transition facile et efficace, la Slovénie assurera la coordination nécessaire avec le prochain trio que composent la France, la République Tchèque et la Suède.

Le futur de l'Union – notre futur commun

Le Traité de Lisbonne – une nouvelle ère pour l'Europe

L'accord sur le Traité de Lisbonne, qui donne à l'Union la base nécessaire pour faire face aux défis actuels, a été atteint. En 2008, la tâche la plus importante est de mener à bien les processus de ratification du Traité dans les États membres puisque notre intérêt commun à tous est qu'il entre en vigueur dans les délais prévus. La Slovaquie, en coopération avec les institutions de l'UE, de la France et des autres États membres, participera aux activités de manière à ce que le Traité puisse prendre effet dès le premier jour de son entrée en vigueur.

Les négociations d'adhésion continuent

Jusqu'à présent, l'élargissement s'est avéré être l'une des politiques de l'UE les plus réussies. Pendant la Présidence slovaque, les négociations d'adhésion à l'UE continueront avec la Croatie et la Turquie, conformément aux progrès accomplis par chaque candidat en ce qui concerne les critères d'adhésion.

Une nouvelle attention aux Balkans occidentaux

La stabilité de la région des Balkans occidentaux, qui est entourée par des pays membres de l'UE, est d'une importance cruciale pour la sécurité et la prospérité de toute l'Union. Le processus de stabilisation et d'association constitue un instrument stratégique efficace pour le renforcement de la stabilité et de l'encouragement des processus de réforme dans la région. Dernièrement, les pays des Balkans occidentaux ont accompli un progrès important. L'année 2008 sera cruciale pour leur transition sous plusieurs aspects, notamment l'examen de l'Agenda de Thessalonique de 2003, la finalisation du réseau des accords de stabilisation et d'association et du renforcement de la coopération régionale dans différents domaines.

En 2008, l'UE, en collaboration avec ses partenaires internationaux, devra consolider son rôle dans la recherche d'une solution concernant le statut du Kosovo et dans la mise en place de nouveau statut. L'Union continuera à développer ses positions sur la base de l'évaluation de la sécurité, de l'ordre public et de la paix au Kosovo, de la position de ses minorités ethniques et de sa capacité à contribuer à la stabilité dans la région. Dans ses activités, la Présidence agira sur la base des conclusions du Conseil de l'UE de décembre 2007 et continuera ses préparatifs pour la Conférence des donateurs du Kosovo,

tout en soutenant le progrès de ce dernier dans le processus de stabilisation et d'association.

Le renforcement de Schengen et la future gestion de la frontière extérieure de l'UE

L'élargissement de l'espace Schengen est une grande réussite dans le domaine de la mise en place d'une des quatre libertés fondamentales de l'UE, à savoir la libre circulation des citoyens de l'UE. La Présidence slovène accueille avec plaisir l'élimination, en décembre 2007, du contrôle des frontières intérieures terrestres et maritimes des neuf États membres de l'UE. Elle agira également afin que la suppression des frontières intérieures aériennes, attendue en mars 2008, se passe sans difficulté.

Par ailleurs, la présidence envisage de présenter les avantages que l'élargissement Schengen apporte aux citoyens de l'Union au niveau de l'Europe élargie. Lors de leur réunion en Slovénie, les ministres européens des affaires intérieures de l'UE pourront saisir l'élimination des frontières mentionnées comme une occasion de réflexion et de débat sur l'avenir de la gestion des frontières extérieures de l'UE.

La zone euro et ses nouveaux membres

Au début de 2008, la zone euro s'élargit avec l'adhésion de deux nouveaux membres, Chypre et Malte. La Présidence slovène soutiendra les autres États membres dans leur préparation pour l'adoption de l'euro.

Les discussions sur les politiques de l'UE

L'accord sur la structure institutionnelle de l'UE étant atteint, il est temps de se consacrer aux discussions concernant l'avenir des politiques et du budget de l'UE. La Slovénie conduira la consultation sur l'Examen de la PAC dont l'objectif est d'examiner les effets de la dernière réforme de la PAC. Cette consultation permettra également d'introduire des ajustements éventuels en vue d'améliorer le fonctionnement des instruments existant. Sur la base des conclusions du 4^{ème} Forum européen sur la cohésion, la Slovénie continuera la consultation sur l'avenir de la politique de cohésion.

L'année européenne du dialogue interculturel

2008 est l'Année européenne du dialogue interculturel. Le dialogue interculturel constitue le fondement de la coexistence de tous les citoyens européens, et il est important qu'un large public européen en soit conscient. L'objectif prioritaire de la Présidence est de contribuer au dialogue interculturel et au renforcement du plurilinguisme au sein de l'UE à travers différents événements et initiatives. La Slovénie s'efforcera aussi d'intégrer les expériences positives de cette année dans les politiques européennes futures.

La stratégie de Lisbonne : l'insertion de l'Europe dans l'ère de la mondialisation

Le début d'un nouveau cycle

En 2005, la Stratégie de Lisbonne renouvelée s'est concentrée sur une croissance économique accrue et stable ainsi que sur la création de postes de travail plus nombreux et de meilleure qualité. Ce faisant, elle a contribué de façon concrète au progrès de l'UE. En 2008, un nouveau cycle triennal s'ouvre et va permettre d'accélérer la réalisation des réformes et d'imposer de nouveaux thèmes devenus actuels ces dernières années. La réussite de ce nouveau cycle repose sur l'engagement des États membres à mener les programmes nationaux de réforme conformément à la stratégie commune. La présidence slovène s'efforcera de trouver un compromis entre la stabilité du cadre programmé, les lignes directrices intégrées et le programme communautaire de Lisbonne et la nécessité de répondre aux nouveaux défis et de corriger les défaillances constatées. Il faut donner aux citoyens de l'Union la possibilité de s'approprier la stratégie et leur permettre de mieux la connaître.

Les piliers de la Stratégie de Lisbonne demeurent inchangés dans la prochaine période. Il s'agit 1) de construire la société de l'innovation et de la connaissance ; 2) de créer les conditions d'une économie compétitive et dynamique ; 3) de veiller aux ressources humaines et de chercher des réponses aux enjeux démographiques ; 4) environnementales et énergétiques. Il convient également d'ajouter la dimension internationale à la dimension nationale et européenne de la Stratégie de Lisbonne. C'est avec des interventions dans ces domaines que nous répondrons aux épreuves de la mondialisation et contribuerons au développement durable de l'Europe.

L'investissement dans la connaissance est le moteur du progrès de l'Europe

L'Europe doit développer sa compétitivité sur **l'innovation et la créativité**. Il faut chercher la réponse aux enjeux mondiaux dans une société de la connaissance qui utilise son potentiel culturel, encourage la recherche et le développement, crée de la croissance et de nouveaux emplois. Aussi est-il capital

de s'efforcer, dès à présent, d'augmenter les investissements dans la recherche et le développement.

Si nous voulons contribuer à la **synergie des capacités de recherche** et empêcher la fuite des cerveaux, nous devons rétablir le plus rapidement possible un espace de recherche européen ouvert, capable d'attirer les talents du monde entier, et mettre en place des réseaux tels que l'institut européen de technologie. Nous devons également créer des mouvements technologiques communs et d'autres types d'activités permettant et encourageant les relations entre les chercheurs et l'économie dans le domaine de la recherche et du développement.

Il est nécessaire, en ce qui concerne le triangle recherche–innovation–éducation de renforcer le rôle de **l'éducation**, de la formation et de l'apprentissage tout au long de la vie, car les individus hautement qualifiés, créatifs et entreprenants sont le moteur du développement européen. Il convient également d'assurer le rôle central des universités dans le domaine de la recherche et de l'innovation.

L'UE reconnaît la haute valeur scientifique, économique et stratégique du projet **GALILEO**. C'est pourquoi, la présidence s'efforcera de préparer le mieux possible la mise en œuvre de ce projet.

L'Europe doit s'efforcer de rétablir **des infrastructures de recherche** compétitives à l'échelle mondiale. À cette fin, il convient de mieux associer les ressources financières issues des programmes communautaires pour la recherche, le développement et l'innovation, les fonds structurels et les fonds nationaux. La Slovénie souhaite souligner également qu'il est important que les petites et moyennes entreprises aient accès aux infrastructures de recherche.

À travers la coopération transfrontalière dans le domaine de la recherche et du développement, l'Europe peut contribuer de manière considérable au progrès des régions voisines. La présidence slovène s'efforcera donc d'intégrer ces dernières aux programmes de recherche européens.

L'Europe a besoin d'une économie compétitive et dynamique

Les petites et les moyennes entreprises (PME) constituent, de par leur « innovativité », leur dynamisme et leur adaptabilité, l'un des principaux leviers

de la croissance économique et du développement de la compétitivité. Le progrès est évident: la création de petites et de moyennes entreprises est aujourd'hui plus rapide et moins onéreuse qu'elle ne l'a jamais été. Toutefois, la croissance des PME a encore besoin d'être soutenue. La présidence se consacrera donc tout particulièrement aux possibilités d'accès des petites et moyennes entreprises, dès les phases de développement et de croissance, aux ressources de financement ainsi qu'aux infrastructures de recherche.

Stimuler le passage progressif à des services, des productions et des technologies énergétiques rentables et à faible consommation est un encouragement supplémentaire pour la compétitivité et l'innovation de l'économie européenne. La présidence slovène accordera donc une attention particulière aux initiatives de la Commission européenne pour **une politique industrielle durable** et l'encouragement des éco innovations.

Nous travaillons à l'amélioration et à l'efficacité du fonctionnement du **marché intérieur**, lequel garantira la libre circulation des quatre libertés. Le contrôle du marché intérieur est fondamental pour les mesures à venir et il est à l'origine des principaux défis nécessaires pour atteindre les principes d'un marché intérieur libre et compétitif.

La Slovénie s'efforcera de faire avancer plusieurs domaines prioritaires du marché intérieur tels que le paquet législatif relatif aux communications électroniques, les services financiers et postaux, l'instauration d'un brevet communautaire, la modernisation du code des douanes et la fiscalité.

La présidence slovène poursuivra l'amélioration du système de **stabilité des marchés financiers** conformément au calendrier approuvé.

Les mesures concrètes de l'UE dans le domaine de la **protection des consommateurs** représentent également un aspect important du marché intérieur. La Slovénie souhaite parvenir à un accord final visant à réglementer le secteur des crédits à la consommation.

À la lumière de l'engagement pris par les États membres de réduire les charges administratives, la présidence slovène dirigera une discussion sur le progrès, dans tous les domaines, des **initiatives visant à améliorer la législation**. Elle

s'efforcera à diminuer les lourdeurs administratives pour les entreprises afin que celles-ci puissent réagir promptement aux événements du marché et utiliser les nouvelles technologies.

Les technologies de l'information et de la communication, en tant que pierre angulaire de la société de l'information, encouragent la compétitivité et l'ouverture de l'économie et sont en passe de devenir l'un des aspects les plus importants de la qualité de vie. C'est pourquoi, la présidence slovène soutiendra le développement ultérieur de la société de l'information, lequel dicte déjà les transformations du mode de vie, de communication et de travail.

L'utilisation efficace et la qualité des finances publiques sont deux acteurs importants de la croissance et de l'emploi. La présidence slovène élargira le domaine de discussion de l'efficacité des dépenses publiques aux dépenses de transfert social et d'éducation.

Une Europe qui investit dans le capital humain est une Europe qui travaille pour son avenir

Le marché du travail est confronté à une multitude de défis auxquels l'Europe doit répondre. Le concept de **flexicurité** constitue l'une des réponses les plus efficaces et tente de garantir l'équilibre entre la sécurité de l'emploi et la flexibilité du marché du travail dans une économie dynamique. La présidence slovène salue l'adoption du principe de flexicurité. La prochaine étape décisive est l'élaboration des modalités nationales de flexicurité et, à cet égard, le rôle des partenaires sociaux est décisif.

L'UE doit faire face à **une nouvelle réalité sociale**. La présidence slovène se concentrera donc sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale – notamment sur l'enfance et la jeunesse, l'insertion active, les systèmes de protection sociale modérés et appropriés et des services sociaux accessibles et de qualité. Ces questions sont particulièrement d'actualité à la lumière de l'agenda social renouvelé et de la discussion sur « le bilan de la réalité sociale » au sein de l'UE.

Étant donné que la réalisation des objectifs de la Stratégie de Lisbonne dépend, dans une large mesure, de la maîtrise des **défis démographiques**, la Slovénie poursuivra le débat intensif entrepris par la Commission européenne sur les

changements démographiques. Elle consacrera une attention particulière aux opportunités offertes par une étroite coopération intergénérationnelle. La solidarité et la cohabitation, les soins de longue durée, seront au coeur de la présidence dans le domaine de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances.

L'UE attache une grande importance à **l'égalité des chances**, qui représente une partie significative de la dimension sociale élargie de la Stratégie de Lisbonne. La présidence s'attaquera de manière prioritaire à la suppression des stéréotypes sexuels et à la signification du renforcement du rôle et de la position des femmes et des filles dans la société en vue d'atteindre l'égalité des sexes. La lutte contre la discrimination à tous les niveaux sociaux, notamment la discussion sur la position des invalides dans l'UE, sera également au centre de ses préoccupations.

Les jeunes constituent un segment démographique avec un potentiel économique et social fort. Il s'agit d'un groupe qu'il convient d'insérer dans le marché du travail et de faire progresser au niveau professionnel le plus rapidement possible. La présidence est d'avis qu'une étape pourrait être franchie en ce sens avec une recommandation concrète pour l'emploi des jeunes.

La Slovénie accordera une attention toute spéciale à la mise en œuvre du Pacte européen pour la jeunesse, lequel intègre les jeunes dans l'éducation, l'emploi et la société avec les mesures de la Stratégie de Lisbonne. À l'occasion de l'Année européenne du dialogue interculturel, elle mettra également l'accent sur le développement du plurilinguisme et des compétences interculturelles qui favorisent l'emploi, la mobilité et l'insertion sociale des jeunes.

L'Europe soucieuse de l'environnement

Le Conseil de printemps 2007 a défini les objectifs fondamentaux de la nouvelle **politique énergétique et climatique intégrée de l'UE**. Il est temps désormais de franchir une nouvelle étape dans ce domaine. La ligne de conduite de tous les États membres doit être la conclusion rapide d'un accord sur le paquet énergéto-climatique dans le domaine de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des énergies renouvelables. L'Europe a la possibilité de devenir la figure de proue de la lutte contre les changements climatiques.

L'objectif de l'UE est un **approvisionnement en énergie sûr, durable et compétitif**. La présidence slovène s'efforcera de trouver un accord sur la libéralisation ultérieure du marché intérieur dans le domaine du gaz terrestre et de l'électricité afin d'accélérer la compétitivité et d'instaurer des mécanismes d'approvisionnement énergétique sûr. Mettre en place une politique de l'énergie durable et encourager de nouvelles technologies énergétiques, notamment sur la base d'un Plan stratégique de technologies énergétiques, est également un objectif prioritaire.

L'UE peut également exporter ses bonnes pratiques dans les régions voisines. Avec une politique durable, elle peut stimuler leurs progrès dans ce domaine et renforcer leur stabilité.

La présidence poursuivra le dialogue énergétique avec les autres régions et pays du monde en vue de diversifier les ressources et les chemins d'acheminement ainsi que pour garantir un approvisionnement énergétique sûr.

Sur la base des accords conclus lors de la Conférence sur les changements climatiques et le Protocole de Kyoto, organisée par les Nations unies en décembre 2007 à Bali, la Slovaquie, en coopération avec la France, en sa qualité de président entrant, mettra tout en œuvre afin que, dans le cadre de l'UE, les États membres conviennent d'une position. L'UE doit s'efforcer d'avancer le plus possible dans la conclusion **d'accords sur le régime d'après-Kyoto** lors de la prochaine réunion sur les changements climatiques qui aura lieu en 2008.

La présidence est consciente de l'importance du rapport du Haut représentant et de la Commission européenne sur **l'influence des changements climatiques sur la sécurité internationale**. Ce rapport sera présenté lors du Conseil européen et constituera la base pour l'élaboration de mesures concrètes au niveau de l'EU.

Autres domaines importants de développement économique et social

Davantage de coopération dans le domaine de la santé

L'Union européenne a pour objectif d'encourager la santé, prévenir les maladies et améliorer l'accès aux services de santé, particulièrement eu égard au

vieillesse de la population et aux écarts dans le domaine de la santé aussi bien au sein même des États membres qu'entre les États les uns par rapport aux autres. Le cancer est une maladie qui représente pour l'Europe un enjeu majeur. La présidence slovène mettra l'accent sur une approche globale du cancer dans les politiques et actions de l'UE.

Concernant les services de santé, nous commencerons à étudier activement les initiatives concernant la mise en place de services de santé transfrontaliers.

Conservation mondiale de la diversité biotique

La conservation de la nature et de la diversité biotique est un thème qui doit demeurer au centre de nos préoccupations. L'UE s'est engagée à diminuer, voire arrêter, la réduction de la diversité biotique. La réunion régulière de la Conférence des parties à la convention sur la diversité biologique en mai 2008 à Bonn sera l'occasion pour la présidence slovène de faire son possible, au nom de l'UE, pour faire avancer cette cause au niveau international.

Cohésion territoriale et politique urbaine

La Slovénie continuera le travail réalisé par les présidences précédentes dans le domaine de la cohésion territoriale et du développement urbain, facteur central pour le développement régional de l'UE. Les communautés locales et territoriales ont un rôle prépondérant dans la coopération interrégionale, dans les efforts pour atteindre les objectifs de la stratégie de Lisbonne ainsi que dans la mise en œuvre du principe de la subsidiarité.

Agriculture et pêche

La réforme concrète de l'organisation commune du marché du vin en Europe marque la fin de la réforme de la PAC ayant débuté en 2003. Le but de la réforme est d'assurer - à long terme - les conditions de concurrence sur le marché du vin afin d'améliorer la promotion des vins européens dans le monde. Dans le cadre des efforts pour assurer à tous une nourriture sûre, la présidence slovène s'efforcera d'augmenter la sécurité de la population et de sauvegarder l'environnement. Dans le cadre de la politique commune de pêche, notamment la gestion responsable des ressources, la présidence slovène concentrera son attention sur la lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée.

Transport

Pour les citoyens de l'UE, les actions visant à accroître la sécurité du transport sont très importantes. Aussi la Slovénie leur consacra-t-elle une attention particulière, notamment dans les domaines de la sécurité maritime et de la sécurité dans les transports routier et ferroviaire. Un point important des discussions initiées par la présidence slovène sera aussi le développement ultérieur du Réseau transeuropéen de transport (RTE-T), notamment l'interconnexion du transport maritime et terrestre.

Renforcement de l'espace de liberté, de sécurité et de justice

Renforcer l'espace Schengen

L'élargissement de l'espace Schengen sur la base du système d'informations SISone4all est la preuve que l'UE est capable de réagir adéquatement aux questions qui touchent directement la vie de ses citoyens. L'introduction du nouveau système d'information Schengen demeurant un objectif prioritaire, la présidence slovène suivra de près les préparatifs visant à sa mise en œuvre dans les délais prévus.

La présidence assurera les conditions nécessaires à l'évaluation de l'adhésion de la Suisse à l'espace Schengen.

Pour une politique commune en matière d'asile et d'immigration

La présidence slovène poursuivra la mise en œuvre de la politique visant à une approche globale de la question des migrations et respectera les engagements pris en ce qui concerne son extension et son amélioration. Une attention particulière sera accordée à l'harmonisation et à l'adoption d'une législation dans le domaine des migrations légales et de la lutte contre les migrations clandestines.

Les conclusions du débat sur le livre vert serviront de base aux actions ultérieures en vue d'établir un système européen commun d'asile. Parmi les priorités figure aussi l'action visant à adopter un code communautaire des visas.

Renforcement de la coopération policière et échange des informations

Les activités en vue d'établir un système d'échange d'informations entre les autorités policières efficace et fondée sur le principe de l'accessibilité viseront en premier lieu à clore l'introduction des dispositions adoptées par le Traité de Prüm dans le cadre juridique de l'UE. La Slovénie poursuivra les actions tendant à renforcer l'Europol. Une attention particulière sera consacrée à la discussion sur l'emploi futur des systèmes européens d'informations. La Slovénie tâchera aussi de renforcer la coopération transfrontalière dans la lutte contre le crime organisé et le terrorisme.

Lutte contre le terrorisme international

La présidence slovène assurera la continuité des actions contre le terrorisme international et, notamment, la mise en œuvre des stratégies et plans d'action suivants : lutte générale contre le terrorisme, lutte contre le financement du terrorisme, lutte contre la radicalisation et le recrutement des terroristes, contrôle des explosifs, sans oublier l'aspect important dans la lutte contre le terrorisme que constitue l'évaluation de la préparation des États membres à faire face à ces menaces.

Dimension extérieure de la justice et des affaires intérieures

Dans le cadre de la Stratégie relative à la dimension extérieure de la justice et des affaires intérieures, la Slovénie poursuivra le travail des présidences précédentes. Elle tâchera de renforcer le dialogue avec les Balkans Occidentaux, notamment par la transmission des bonnes pratiques de l'UE dans le domaine de la lutte contre le crime organisé.

Accès plus efficace à la justice et sécurité juridique

La présidence slovène tâchera d'améliorer et de faciliter la coopération entre les administrations judiciaires des États membres en matière civile et commerciale. C'est pourquoi elle poursuivra les actions dans le domaine de la justice « en ligne ». Une attention particulière sera consacrée au développement dans le domaine du droit de la famille, en particulier en ce qui concerne les obligations alimentaires et la dissolution du mariage.

Confiance mutuelle et coopération judiciaire en matière pénale

La mise en place d'un espace commun de liberté, de sécurité et de justice, ainsi que la suppression des frontières entre les États membres exigent une coopération étroite entre les autorités judiciaires en matière pénale. La proposition de la Slovénie sur les jugements par contumace vise à valoriser et à améliorer les instruments de coopération existants. Le futur de l'Eurojust est étroitement lié à la mise en œuvre de la coopération entre les juridictions européennes en matière pénale. La Slovénie s'efforcera d'améliorer la base juridique de l'Eurojust pour accroître l'efficacité de son fonctionnement.

Renforcement du rôle extérieur de l'UE dans le domaine de la sécurité, du développement et des relations commerciales

Voisinage

La Slovénie œuvrera pour le renforcement de la zone de stabilité et de prospérité autour de l'UE dans le cadre de la politique européenne de voisinage en respectant le principe de différenciation et en adoptant une approche individualisée à l'égard de tous les États partenaires. L'effort sera centré sur le développement de l'intégration commerciale, l'extension de la mobilité et le renforcement du dialogue avec la société civile. Nous consacrerons une attention particulière à la Synergie de la mer Noire, qui sera aussi le thème central de la réunion des ministres des affaires extérieures de la région de la mer Noire et de l'UE qui se tiendra en Ukraine.

Dans le cadre du processus de Barcelone l'accent sera mis sur le dialogue interculturel. Pour contribuer au renforcement du partenariat et du dialogue, la Slovénie a lancé l'initiative de la création d'une Université euro-méditerranéenne dont le siège sera à Piran.

Asie Centrale

Les programmes nationaux de mise en œuvre de la stratégie de l'UE envers l'Asie centrale ont été préparés au cours de l'année 2007. La Slovénie consacrera une attention particulière à la coopération régionale. En juin 2008, elle examinera le rapport concernant la première année de mise en œuvre de la stratégie.

Dialogue avec les partenaires stratégiques et les régions

L'événement le plus important dans le cadre du dialogue politique entre l'UE et les pays tiers pendant la présidence slovène sera le V^e sommet Union européenne / Amérique latine et Caraïbes. Les sujets traités au cours du sommet seront deux sujets clés de notre temps : d'un côté, la problématique sociale (la pauvreté, l'inégalité et l'inclusion) et, de l'autre, le développement durable (l'environnement, les changements climatiques, l'énergie). Le sommet UE / USA se tiendra en Slovénie. Par ailleurs, la présidence slovène représentera le Conseil aussi aux sommets UE / Fédération russe et UE / Japon.

Les enjeux régionaux

L'Union européenne, de concert avec tous les autres acteurs de la communauté internationale, promouvra la poursuite des activités visant à régler les questions politiques et de sécurité les plus urgentes au Moyen Orient, en Iran et en Iraq, en Asie et sur le continent africain où nous entamerons la mise en œuvre de la Stratégie commune et du Plan d'action adoptés par les chefs du gouvernement et de l'État au sommet EU / Afrique qui s'est tenu récemment à Lisbonne.

Renforcement de la politique européenne de sécurité et de défense

Pour que l'UE puisse jouer un rôle global, elle a besoin de développer une politique de sécurité et de défense forte et souple, capable d'assurer, dans un cadre multilatéral efficace et basé sur la stratégie de sécurité européenne, la stabilité et le développement en Europe et dans le monde entier.

La présidence slovène a l'intention de promouvoir le renforcement ultérieur des capacités militaires et civiles de l'UE, ainsi que d'assurer un déroulement efficace et cohérent des opérations de gestion de crises.

Coopération au développement international

L'Union européenne est le plus grand donneur d'aide mondial. Pendant la présidence slovène, nous poursuivrons les activités en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous lancerons la discussion sur la coordination et la répartition du travail dans le domaine de la coopération au développement en vue de la préparation de deux importantes conférences sur le développement et l'efficacité des aides au développement. La présidence slovène sera le coordinateur de la participation des États membres à la XII^e réunion ministérielle CNUCED au Ghana.

Les activités de coopération au développement seront particulièrement destinées au renforcement du rôle des femmes et des enfants, ainsi qu'à assurer sécurité et assistance aux femmes et aux enfants victimes des conflits armés.

La politique commerciale commune

L'UE renforcera son rôle global aussi en promouvant la mise en place de partenariats avec les pays et régions tiers, ainsi que la conclusion d'un accord équilibré et global dans le cadre du Programme de Doha pour le développement,

la promotion de commerce libre et ouvert, le tout dans un esprit fondé sur les principes du bénéfice réciproque et du respect des règles du droit international.